

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 8 SEPTEMBRE 2014, à 20 Heures

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMBIOT-PONCET Soizick** Maires-Adjointes, Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, Maires-Adjointes – Mmes **BRÉVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **LE SCORNET Sylvie**, **MAZEAU Laurence**, **PERRIGAULT Chantal**, **THOMAS Huguette**, **VILLENEUVE Catherine**, Conseillères Municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, de la **PORTBARRÉ Dominique**, **LEMONNIER Philippe**, **LESAGE Samuel**, **LESNÉ Loïc**, **PLIHON Sébastien**, **SIGURET Jérôme**, **VUILLAUME Michel** Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame **LEPAIGNEUL Virginie**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Madame **LE SCORNET Sylvie**, Conseillère Municipale. Madame **MALOIZEL Madeleine**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Monsieur **René BERNARD**, Maire. Madame **MENARD Patricia**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Madame **CHAMBIOT-PONCET Soizick**, Adjointe.

Absent : Néant

Secrétaire de séance : Monsieur Sébastien PLIHON, Conseiller Municipal.

Procès-verbal de la séance du 7 juillet 2014 : Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 7 juillet 2014 est adopté à l'unanimité.

TRAVAUX et MATERIELS / BATIMENTS

2014.118 - Réfection de la toiture de la mairie – Attribution des travaux de charpente

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint aux travaux, rappelle que dans sa séance du 7 juillet 2014, le Conseil Municipal a attribué les travaux de couverture de la mairie à la société Gautier (Combourg). Considérant l'état de la structure, il avait été convenu d'entreprendre également des travaux sur la charpente.

Il présente à l'assemblée les 3 devis qui ont été reçus pour cette prestation de charpente.

Au terme du classement établi, la commission des marchés propose de retenir l'offre de l'entreprise Grinhard (*sise à Combourg -35270, rue Bellevue BP 51*) pour un montant de 21 731.56 € TTC. Cette proposition inclut la descente du campanile et le démontage de la sirène.

La période de travaux se situera d'octobre à décembre 2014.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de retenir l'entreprise Grinhard (*sise à Combourg -35270, rue Bellevue - BP 51*) pour un montant de 18 109,65 € HT (*soit 21 731.58 € TTC*),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le devis correspondant.

Observations :

- *Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, demande s'il est prévu de faire une isolation de la toiture.*
 - *Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, répond que l'entreprise Grinhard a proposé de monter les plaques d'isolant au moyen de son grutage et la pose des isolants sera réalisée par les services techniques municipaux.*
-

2014.119 - Acquisition d'une auto laveuse / Choix du fournisseur

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, indique que lors du vote du budget primitif, une somme de 13 800 € a été inscrite pour l'acquisition d'une auto-laveuse sensée améliorer significativement le nettoyage des salles communales.

Il présente à l'assemblée les 4 propositions reçues pour ce type de matériel.

La commission des marchés propose de retenir l'offre de la société Hygial Ouest (*sise à Cornillé 35500, rue du Général Tabouis*) pour un montant de 12 698.29 € TTC.

Il précise qu'il s'agit d'une auto-laveuse à conducteur (*largeur 66cm*) qui effectue des réglages automatiques de produits nettoyants.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de retenir la proposition de la société Hygial Ouest (*sise à Cornillé 35500, rue du Général Tabouis*) pour un montant de 10 580,16 € HT (*soit 12 698.29 € TTC*)
 - **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.
-

Observations :

- *Monsieur Stéphane Courdent, conseiller municipal, demande si ce matériel est destiné à être utilisé par le service technique. Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, précise que cette auto-laveuse est bien à usage du personnel technique, et ce pour un emploi dans toutes les salles communales.*
 - *Monsieur le Maire indique que le plancher de la salle des fêtes a été récemment poncé et huilé. Ce traitement est recommandé 2 fois par an, mais requiert une fermeture de la salle durant 4 jours consécutifs pour le séchage.*
-

2014.120 - Acquisition d'un four pour la salle des fêtes/ Choix du fournisseur

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, indique qu'un programme de 5 000 € a été ouvert au budget primitif pour l'acquisition d'un four destiné à la salle des fêtes.

Deux sociétés ont fourni un devis pour un four ventilé à 4 plaques électriques, aux mêmes conditions de garantie.

La commission des marchés propose de retenir l'offre de la Société Froid Ouest (*sise à Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine 35430 – La Brisardière*) pour un montant de 4 271.76 € TTC.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de retenir la proposition émanant de la société Froid Ouest (*sise à Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine 35430 – La Brisardière*) pour un montant de 3 559,80 € HT (*soit 4 271.76 € TTC*),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.

URBANISME

2014.121 - Etude pour la mise en place d'un Périmètre de Protection Modifié (P.P.M.) suite au classement du « Grand Val Ernoul» / Désignation d'un chargé d'études

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2013, la malouinière LE GRAND VAL ERNOUL a fait l'objet d'une inscription au titre des monuments historiques (*publication dans le Journal Officiel du 8 mai 2014*).

L'Architecte des Bâtiments de France interviendra donc sur la commune de Saint-Méloir des Ondes pour émettre des avis, au titre du code du patrimoine, sur tous les travaux situés dans le rayon de protection de 500 mètres de cet ensemble inscrit.

Suite au contact pris avec l'Architecte des Bâtiments de France, Madame Christine Boulay, celle-ci a proposé, par courrier en date du 15 janvier 2014, de faire évoluer ce périmètre traditionnel en périmètre de protection modifié (P.P.M.).

Introduit par la Loi SRU (*solidarité et renouvellement urbain*), le Périmètre de Protection Modifié vise à définir les abords de monuments historiques en fonction des espaces les plus intéressants sur le plan patrimonial et qui participent réellement de l'environnement du monument.

Monsieur René Labbé, adjoint à l'urbanisme, indique que la commune de Saint-Méloir des Ondes a en conséquence engagé une consultation pour la désignation d'un bureau d'études qui aura en charge la mission suivante : *élaboration d'un périmètre de protection modifié aux abords de la malouinière du Grand Val Ernoul avec mise à jour de la servitude « Monuments Historiques »*.

Trois bureaux d'étude possédant des références et compétences dans les domaines du patrimoine, de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'histoire de l'art ont été destinataires du document de consultation.

Dans sa séance du 8 septembre 2014, la commission des marchés a pris connaissance des deux offres réceptionnées dans le délai imparti, soit pour le 2 septembre 2014, 17h00.

Après examen, la commission propose à l'assemblée de retenir l'offre la mieux-disante, à savoir celle du Cabinet K URBAIN (*Rodolphe Péchard – 17 rue de Bonabry – 35300 Fougères*) au prix de 4 796,75 € HT (*soit 5 756,10 € TTC*). *Pour cette mission, le cabinet K URBAIN s'adjoindra les compétences de la Sarl BAIZEAU Architecte (Elodie BAIZEAU – 9 rue de Suède – 35200 Rennes)*

Monsieur Labbé rappelle que le périmètre d'analyse est à définir en fonction de la co-visibilité du monument et/ou de la cohérence du territoire qui forme l'écrin du monument historique. Ce périmètre

d'analyse comprend au minimum le périmètre des abords actuels définis par le rayon des 500m autour du monument.

Un projet de périmètre modifié et des orientations d'aménagement seront soumises à l'approbation du conseil municipal et de l'Architecte des Bâtiments de France. Le dossier sera également porté à la connaissance et à l'avis de la population par le moyen d'une enquête publique réglementaire.

Entendu cet exposé,

Vu les propositions de la commission des marchés et après en avoir délibéré,

Au terme d'un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **SE DECLARE FAVORABLE** à l'élaboration d'un périmètre de protection modifié aux abords de la malouinière du Grand Val Ernoul avec mise à jour de la servitude « Monuments Historiques »,
- **DECIDE** de confier cette mission au Cabinet K URBAIN (*Rodolphe Péchard – 17 rue de Bonabry – 35300 Fougères*) au prix de 4 796,75 € HT (*soit 5 756,10 € TTC*),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat à intervenir ainsi que toutes pièces relatives à ce dossier,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager toutes les démarches liées à la bonne conduite de cette procédure.

.....

Observations :

- *En réponse à Monsieur Dominique de La Portbarré, conseiller municipal, Monsieur le Maire précise que la commune n'est pas consultée sur la demande de classement d'un site privé. La démarche émane du propriétaire et est instruite par les Bâtiments de France.*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, fait observer que dans le cas présent, le périmètre traditionnel des 500 m impacte directement les équipements communaux, notamment les infrastructures sportives. Monsieur le Maire répond qu'en l'état actuel, tous les travaux situés dans le rayon de protection de l'ensemble inscrit sont soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, d'où l'impérieuse nécessité de mettre en œuvre rapidement un périmètre de protection modifié.*

.....

VOIRIE / ASSAINISSEMENT

2014.122 - Enquête publique relative au projet de déclassement d'un chemin communal situé au lieu-dit « La Lignerie » - Conclusions du commissaire enquêteur et avis du conseil municipal

Monsieur René Labbé, adjoint à la voirie, rappelle que par délibération du 2 juin 2014, le conseil municipal a émis un avis favorable à l'ouverture d'une enquête publique locale de 15 jours sur l'objet suivant : *déclassement d'un chemin communal situé au lieu-dit « La Lignerie ».*

Le chemin communal relie le lieu-dit « Les Ruisseaux » au lieu-dit « Pont de Mer ». Il contourne la parcelle C 199 (*propriété de Monsieur Eugène Seuret*) et passe entre les parcelles C 200 et C 201 (*propriété de Monsieur Marcel Seuret*).

La demande porte sur le déclassement de la partie située à la hauteur des parcelles n° C 200 et C 201 (*soit environ 90 m²*). Le déclassement du domaine public communal à cet endroit et sa cession permettrait à la famille Seuret de créer une entité foncière.

Monsieur René Labbé indique que l'enquête publique s'est tenue sur cet objet du 11 au 25 août 2014.

Monsieur Henri Lemarié (*domicilié 24 rue de la Baie- 35350 Saint-Méloir des Ondes*) a été désigné commissaire-enquêteur par arrêté municipal du 21 juillet 2014.

Monsieur René Labbé donne lecture à l'assemblée de l'avis et des conclusions du commissaire-enquêteur et précise qu'une seule observation (*un avis favorable*) a été recueillie au cours de l'enquête.

ENTENDU l'exposé ci-dessus,

CONSIDERANT l'avis favorable du commissaire-enquêteur porté à son rapport du 5 septembre 2014,

CONSIDERANT l'avis du service des Domaines en date du 25 juillet 2014,

Après en avoir délibéré et au terme d'un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **SE DECLARE FAVORABLE** au déclassement de la portion de chemin communal concernée au lieu-dit « La Lignerie »,
- **SE DECLARE FAVORABLE** à la cession de ladite emprise à Monsieur Marcel SEURET (*domicilié au lieu-dit « La Lignerie » – 35350 Saint-Méloir des Ondes*),
- **DIT** que cette cession s'effectuera moyennant le prix de 5 euros le m², conformément à l'estimation du service des Domaines,
- **CONFIE** à Maître Fabrice Janvier, Notaire à Saint-Méloir des Ondes, la rédaction de l'acte de vente,
- **DIT** que tous les frais inhérents à cette transaction (*bornage, frais d'acte...*) incombent à l'acquéreur,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

2014.123 - Station de la Gare/ Pose d'un comptage de sortie des effluents /Choix du prestataire

Monsieur René Labbé, Adjoint, expose que pour satisfaire aux obligations réglementaires en matière de police de l'eau, la commune doit installer un dispositif de comptage de sortie des effluents dans sa station d'assainissement de la Gare. Une somme de 20 000 euros a été prévue à cet effet au budget annexe « assainissement ».

Trois entreprises ont remis une offre de travaux.

Après étude des devis, la commission des marchés propose de retenir l'entreprise Ouest TP (*sise à Dinan 22108 – ZAC Dombriant BP 48433*) pour un montant de 11 322.00 € TTC.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de retenir l'offre de l'entreprise Ouest TP (*sise à DINAN 22108 – ZAC Dombriant BP 48433*) pour un montant de 9 435,00 € HT (*soit 11 322.00 € TTC*).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le devis correspondant,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter toutes les collectivités ou organismes susceptibles d'intervenir au financement de ces travaux (*Agence de l'Eau, etc....*).

AFFAIRES SCOLAIRES

Point sur la rentrée scolaire et la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires

Monsieur le Maire indique que les nouveaux temps d'activités périscolaires ont pris effet le mardi 2 septembre dernier, jour de la rentrée des élèves.

Il rappelle que ce sujet avait été longuement étudié lors de la précédente mandature par Mesdames Casu et Perrigault assistées du comité de pilotage. Ce dossier a ensuite été repris, à l'issue des élections municipales, par Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, et un comité de pilotage renouvelé.

Il passe la parole à Madame Dufaix pour une présentation de la rentrée.

Madame Marylène Dufaix, Adjointe aux affaires scolaires, remercie à son tour l'équipe sortante pour son important travail préparatoire, notamment Mesdames Casu et Perrigault, ainsi que le service administratif de la mairie et le SIAJE pour leur contribution à la mise en place des activités.

Elle communique à l'assemblée les effectifs scolaires et les effectifs d'inscrits aux Temps d'Activités Périscolaires (T.A.P) :

ECOLE PUBLIQUE : 163 élèves, dont 147 inscrits aux TAP (*soit 90,18%*)

ECOLE PRIVÉE : 231 élèves, dont 205 inscrits aux TAP (*soit 88,74%*)

Madame Dufaix indique que ce sont donc 352 enfants qui vont suivre les activités facultatives et gratuites proposées par la commune à l'issue des cours.

Elle précise que pour assurer ces animations, 14 vacataires ont été engagés par la collectivité, sans compter l'intervention des personnels titulaires (*personnel ATSEM ou de garderie*).

Avec certains intervenants (*compagnie de théâtre, école de musique, association de culture bretonne*), la commune a conclu une convention de prestation pour permettre une rémunération ou un défraiement via une facturation.

Elle déclare que de façon générale, la mise en place des TAP s'est bien déroulée. Quelques ajustements restent encore à effectuer, notamment en matière de constitution de groupes et de choix de salles.

La permanence de garde du mercredi, instituée entre 12h et 12h30, était également effective dès le mercredi 3 septembre et a été fréquentée par 6 enfants.

Madame Dufaix indique que le coût annuel brut des TAP peut être estimé à 58 576,29 euros, soit 166,41 € par enfant. Aide de l'Etat déduite (*soit 50 € enfant + 40 € pour les communes percevant la dotation de solidarité rurale*), le coût est ramené à 31 680 euros, soit 76,71 € par enfant.

Observations :

- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, demande si une estimation des TAP en volume d'heures de travail pourrait être réalisée. Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, répond que les chiffres qui ont été communiqués ci-dessus sont une estimation effectuée au moyen des premières statistiques. Un état plus détaillé sera dressé ultérieurement.*
- *Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, demande si le fonctionnement prévu pour les enfants de maternelle donne satisfaction. Madame Marylène Dufaix, adjointe, explique que les TAP respectent le mode de fonctionnement propre à chaque école. Ainsi, les enfants de l'école privée n'ont pas encore tous fini leur sieste à 15h00 et sont levés progressivement, alors qu'à l'école publique, les enfants sont déjà tous debout au moment du début des activités.*

- Madame Chantal Perrigault, conseillère municipale, fait observer que la commune a fait le bon choix en désignant une coordinatrice des activités et souligne le rôle essentiel de Madame Aurélie Bauer, directrice du Siaje, en matière d'organisation quotidienne.
- Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, fait savoir que Madame la directrice de l'école publique a adressé un mot aux parents d'élèves faisant état de la fin du subventionnement des activités parascolaires pour les écoles. Il demande si une décision a été prise en la matière et ce qu'il advient de ce dossier.
Monsieur le Maire rappelle que dans sa séance du 3 février 2014, le conseil municipal a voté un montant de subvention parascolaire à hauteur de 6/10^{ème} afin de permettre aux écoles d'assurer les activités prévues de janvier à juin, sachant qu'il appartiendrait au nouveau conseil municipal de repenser le débat.
Il ajoute que les activités périscolaires sont une nouvelle charge financière pour la collectivité, ceci au moment où l'Etat lui-même se désengage et réduit ses dotations aux collectivités.
Il précise qu'en tout état de cause, une commission des affaires scolaires sera programmée prochainement. Ainsi, au vu de ses propositions, le conseil municipal sera en mesure de se déterminer sur le montant de la contribution communale aux activités parascolaires.

.....

2014.124 - Transport des enfants des écoles à la piscine – Choix du Prestataire

Madame Marylène Dufaix, Adjointe aux affaires scolaires, explique que certaines classes des écoles publique et privée sont amenées à participer à des stages courts à la piscine.
Elle présente les devis transmis pour cette prestation par les sociétés de transport Kéolis Emeraude et TIV de Saint-Malo.

Considérant les offres reçues et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de confier le transport-piscine des élèves des écoles à la société Kéolis Emeraude (*sise à Saint-Malo 35418 – ZI Sud – rue des Rougeries*) moyennant le prix unitaire de 60,75 euros HT par séance de transport,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à passer la commande correspondante.

.....

Observations :

- Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, précise qu'il faudra veiller à ce que les bus soient bien équipés de ceintures de sécurité.

.....

PERSONNEL COMMUNAL

2014.125 - Modification du tableau des emplois communaux

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint au personnel, indique qu'un agent des services techniques a été admis à l'examen professionnel d'adjoint technique territorial de 1^{ère} classe.

Afin qu'une nomination de l'agent puisse intervenir sur ce nouveau grade, il propose à l'assemblée d'actualiser le tableau des emplois communaux comme suit : suppression d'1 poste d'adjoint technique territorial de 2^{ème} classe et création d'1 poste d'adjoint technique territorial de 1^{ère} classe et ce, à compter du 4 juillet 2014.

Après en avoir délibéré et un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **APPROUVE** la mise à jour du tableau des effectifs comme ci-dessus exposée : création d'1 poste d'Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} classe, à compter du 4 juillet 2014 et suppression d'1 poste d'Adjoint Technique Territorial de 2^{ème} classe,
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'effectuer la déclaration de vacance de poste sans offre d'emploi.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre l'arrêté de nomination correspondant.

.....
Observations :

- *S'agissant d'un début de mandature, Monsieur Stéphane Jenouvrier, conseiller municipal, réitère son souhait de voir réalisé un trombinoscope du personnel à destination de l'ensemble des conseillers municipaux.*
 - *Monsieur le Maire répond, qu'en vertu du droit à l'image, les agents interrogés n'avaient pas souhaité que leur photo soit publiée*
-

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES

2014.126 - Aménagement d'abris bus – Avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage unique

Monsieur le Maire rappelle que par convention signée le 18 octobre 2012, la commune de Saint-Méloir des Ondes a été désignée maître d'ouvrage unique de l'opération de « mise en accessibilité des arrêts de transport du centre-ville », ceci dans le cadre des travaux d'aménagement du bourg.

Les deux arrêts concernés sont : arrêt « Rue Notre-Dame » et arrêt « Place du Souvenir.

En son article 7, ladite convention prévoit que « *les parties se voient facturer directement par les entreprises prestataires la part des travaux relevant de leur compétence* ».

Or, Monsieur le Maire précise que les marchés de travaux ont été contractés par la ville. Les paiements ont en conséquence tous été réglés directement par la commune dans le cadre des situations de marché. Saint-Malo Agglomération n'a pas été en mesure d'effectuer un paiement direct aux fournisseurs.

Considérant cette situation, il est aujourd'hui proposé de conclure un avenant à cette convention afin de permettre à Saint-Malo Agglomération de rembourser à la commune la part des prestations qui lui incombe dans la mise en accessibilité de ces deux arrêts.

ENTENDU l'exposé ci-dessus,

CONSIDERANT les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage unique, signée le 18 octobre 2012 entre la commune de Saint-Méloir des Ondes et Saint-Malo Agglomération pour l'opération de « mise en accessibilité des arrêts de transport du centre ville »,

CONSIDERANT que tous les prestataires aux marchés ont été réglés directement par la commune,

Après en avoir délibéré et au terme d'un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **SE DECLARE FAVORABLE** à la passation d'un avenant à ladite convention afin de permettre à Saint-Malo Agglomération de rembourser à la commune la part des prestations qui lui incombe dans la mise en accessibilité de ces deux arrêts,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de mettre au point l'avenant à intervenir et à procéder à sa signature.

2014.127 - Extension des compétences de Saint-Malo Agglomération pour l'aménagement et la gestion des aires de grand passage pour les gens du voyage

Monsieur le Maire expose que par délibération en date du 26 juin 2014, le conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération sollicite l'extension de ses compétences à la compétence facultative « *Gens du voyage - Aménagement et gestion des aires de grand passage* », et ce à compter du 1^{er} janvier 2015.

Modalités d'adoption d'une nouvelle compétence :

L'adoption d'une nouvelle compétence suppose une modification des statuts de Saint-Malo Agglomération qui sera entérinée par arrêté préfectoral.

Ainsi, en vertu des dispositions de l'article L5211.17 du CGCT, le conseil communautaire délibère sur l'extension de ses compétences. La délibération est ensuite notifiée aux communes membres qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'adoption de cette nouvelle compétence. L'absence de délibération vaut décision favorable de la commune.

Ces délibérations doivent être rendues dans les conditions de la majorité qualifiée, soit 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population, ou la moitié des conseils municipaux représentant au moins 2/3 de la population.

Exposé :

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage dispose que les communes participent à l'accueil des familles dont l'habitat est constitué de résidences mobiles. Sur le territoire de Saint-Malo Agglomération, les communes de Cancale et de Saint-Malo ont répondu aux obligations du Schéma Départemental en construisant et gérant deux aires d'accueil qui compte respectivement : 16 places de caravanes à Cancale et 32 places de caravanes à Saint-Malo.

Le Schéma Départemental 2012/2017 prévoit, à l'échelle de l'agglomération, la mise à disposition d'aires de grands passages d'une capacité de 250 caravanes.

Pour trouver une solution à l'accueil des grands rassemblements, il est proposé que Saint-Malo Agglomération se dote d'une nouvelle compétence pour la « création et gestion des aires de grand passage », sans pour autant prendre la compétence générale relative à l'accueil des gens du voyage, et étant précisé que cette nouvelle compétence n'emportera pas transfert des aires d'accueil existantes.

Pour l'accueil des grands passages, il est décidé une aire d'accueil tournante sur les communes de l'agglomération pour la période estivale, étant précisé qu'il pourra être envisagé que des communes se regroupent pour accueillir cette aire.

ENTENDU l'exposé ci-dessus,

VU les termes de la délibération du conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération en date du 26 juin 2014,

VU la notification de ladite délibération le 3 juillet 2014 par Monsieur le Président de Saint-Malo Agglomération,

CONSIDERANT les éléments d'appréciation portés à connaissance du conseil municipal,

Après en avoir délibéré et au terme d'un vote dont les résultats sont les suivants :

7 POUR

4 CONTRE

16 ABSTENTIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **APPROUVE** l'extension des compétences de Saint-Malo Agglomération à la compétence facultative « Gens du voyage – Aménagement et gestion des aires de grand passage »,
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de Saint-Malo Agglomération.

Observations :

- *Monsieur le Maire rappelle qu'un important rassemblement de gens du voyage a pris possession des terrains de sport de la commune le lundi 28 juillet dernier. En présence du coordinateur du schéma départemental d'accueil des gens du voyage et des pasteurs, une convention a alors été conclue pour un accueil temporaire d'une semaine, moyennant une participation forfaitaire de 10 euros par famille en compensation des prestations « ordures ménagères et eau » (53 familles x 10 € : 530 euros). L'installation des caravanes s'étant déroulée pendant un orage, la commune déplore d'importants dommages au niveau de la piste d'athlétisme et du terrain de football. Il ajoute que ce type d'installations non autorisées perdurera tant qu'une solution n'aura pas été proposée à l'échelle de l'agglomération avec des terrains clairement identifiés. Dès lors, il sera aussi plus facile pour les autorités de faire évacuer les rassemblements installés sur des aires non prévues.
Monsieur le Maire ajoute que si un consensus s'est dégagé autour de la prise de compétence des grands rassemblements par Saint-Malo Agglomération, le principe d'une aire d'accueil tournante fait davantage débat, certains préférant une affectation de terrain fixe.*
- *Monsieur Yves Bouleuc, conseiller municipal, fait observer qu'un cahier des charges sera certainement établi pour la recherche de sites. En l'occurrence, sachant que la proximité de Saint-Malo est généralement appréciée par les grands rassemblements, la commune de Saint-Méloir des Ondes a toutes les chances d'être retenue comme site d'accueil.
Monsieur le Maire ajoute que tel est aussi le cas, outre Saint-Malo, pour les autres communes bordantes, à savoir : Saint-Jouan des Guérets, Saint-Coulomb et Saint-Père Marc en Poulet.*
- *Madame Laurence Mazeau, conseillère municipale, relève que la période de grands rassemblements dure deux mois consécutifs ce qui peut être ressenti comme long et contraignant pour les riverains d'une aire fixe.*
- *Monsieur le Maire indique que l'agglomération transmettra lors de son prochain bureau une liste des sites qui ont accueilli des rassemblements cet été avec le détail du nombre de caravanes reçues.*
- *Monsieur Stéphane Courdent, conseiller municipal, demande dans quelle mesure la commune pourra se faire entendre si l'extension de compétence est validée.*
- *Monsieur le Maire insiste sur le fait que dans la mesure où le nombre de terrain aménagés sera suffisant la Préfecture devrait autoriser les expulsions des sites qui n'auront pas été répertoriés comme aire de rassemblement.*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, fait observer que l'institution d'un roulement de communes d'accueil lui paraît plus intéressant, ceci pour des raisons d'équité, notamment pour éviter des nuisances au même public chaque année. Il juge important que la réflexion ne porte pas*

exclusivement sur les coûts, mais soit aussi conduite en termes d'impact sur les populations. Il ajoute qu'en l'état, le dossier présenté manque d'éléments d'appréciation d'où son vote « contre ».

- *Monsieur René Labbé, adjoint, demande s'il existe un retour d'expériences provenant d'autres collectivités. Monsieur le Maire répond que de façon générale, les gens du voyage considèrent qu'un nombre insuffisant d'aires est mis à leur disposition.*

.....

INFORMATIONS

- Monsieur le Maire indique qu'après concertation avec les adjoints, il a été décidé de remettre à chaque conseiller municipal, une note écrite sur table, relative aux diverses réalisations et affaires en cours. Cette disposition qui a pour objet de parfaire et d'uniformiser l'information de chacun des conseillers prendra effet dès la prochaine séance de conseil municipal.
- Monsieur le Maire explique que les différentes commissions municipales vont devoir se réunir dans les deux mois à venir. Il demande à chaque adjoint de fixer les dates et ordres du jour dans les meilleurs délais.
- Monsieur le Maire rapporte qu'une rencontre a eu lieu la semaine passée avec les bénévoles de la bibliothèque. Il rappelle que le dossier de cette réalisation doit désormais progresser, sachant que l'agence de Groupama souhaite demeurer Place de l'Eglise et qu'il y aura donc lieu d'intégrer sa volonté en termes de locaux dans la future construction. Il ajoute qu'une réflexion doit aussi être engagée sur le mode de fonctionnement que la commune souhaite pour ce nouvel équipement (*choix du partenaires pour l'exploitation : Bibliothèque départementale, Bibliothèque pour tous ou autres , personnel, plages d'ouverture, travail en réseau....*).
Madame Sylvie Le Scornet, conseillère municipale, déclare que le fonctionnement actuel de la bibliothèque, sous le mode bénévole et sous l'égide de « Bibliothèque pour tous », donne satisfaction aux usagers, notamment par son approvisionnement en nouveautés littéraires.
Monsieur le Maire confirme ce bon fonctionnement grâce aux bénévoles, mais fait remarquer que compte tenu du montant de l'investissement pour cet équipement communal, il conviendra d'augmenter l'offre de service et les plages d'ouverture bien au-delà de 2 jours par semaine.

.....

2014.128 – Comice Agricole – Sollicitation d'une participation financière de la Ville

Madame Soizick Chamiot-Poncet, Adjointe à la vie associative, donne lecture du courrier émanant du Comité Communal des Jeunes Agriculteurs - Canton de Saint-Malo Nord, Saint-Malo Sud et Cancale - sollicitant une subvention pour financer le comice agricole qui aura lieu le samedi 13 Septembre 2014 à Saint-Malo à « La Barbinais ».

En 2012, la commune avait attribué à cette manifestation une subvention de 1 386.60 €.

Compte tenu du résultat positif qui en est ressorti, le CCJA demande une aide minorée de 50 % par rapport à 2012, soit 693.30 €. *Les critères retenus pour le calcul sont : le nombre d'habitants et la surface agricole utile.*

Madame Chantal Brévault, conseillère municipale, précise qu'un bilan financier de l'opération 2012 devait être fourni, mais cela n'a pas été le cas, elle-même l'ayant sollicité.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :
27 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de verser la somme de 693.30 € au Comité Communal des Jeunes Agriculteurs (CCJA) au titre de participation pour l'organisation du comice agricole 2014, sous condition de production du bilan du dernier comice comme ceci est demandé à l'ensemble des associations.
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au mandatement de ladite aide financière.

.....

- Monsieur Stéphane Jenouvrier, conseiller municipal, rappelle qu'il avait été convenu que chaque conseiller municipal soit destinataire des comptes rendus des commissions municipales. Monsieur le Maire précise que tel sera le cas et qu'en supplément, la nouvelle note mise en place relatera le suivi des dossiers en cours.
- Monsieur le Maire signale que les dysfonctionnements observés en matière de transport public, notamment au niveau des établissements scolaires, sont en cours de règlement entre Saint-Malo Agglomération et Keolys.
- Madame Odile Casu, Adjointe, informe l'assemblée qu'une conférence sur la prévention des chutes aura lieu le jeudi 18 septembre 2014, à 14 heures 30, à la salle des fêtes.
- Les conseillers qui le souhaitent peuvent s'inscrire à la visite du centre déchets organisée le samedi 13 septembre 2014 par Saint-Malo Agglomération.

*La séance est levée à 22 heures 30
Saint-Méloir des Ondes, le 8 Septembre 2014*

Le Secrétaire
Sébastien PLIHON

Le Maire
René BERNARD